



L'USINE GAD, À LAMPAUL-GUIMILIAU LA VIE D'APRÈS

L'ABATTOIR GAD DE LAMPAUL-GUIMILIAU A FERMÉ SES PORTES LE 11 OCTOBRE 2013. 889 SALARIÉS ONT ÉTÉ MIS AU CHÔMAGE. DANS CE PETIT VILLAGE DU NORD-FINISTÈRE, ON EST RESTÉ MEURTRI ET BLESSÉ.

L'USINE EST VIDE DEPUIS DEUX ANS. LES MURS BLANCS VERDISSENT ET LES MAUVAISES HERBES ENVAHISSENT LE PARKING.

PAR ADÉLAÏDE HASLÉ PHOTOS GWÉNAËL SALIOU

Lampaul est une jolie petite ville de 2 000 habitants, près de Landivisiau. Elle possède une très belle église, un atelier de poterie, deux bars, une boulangerie, et même un café-librairie. Mais l'ambiance n'y est plus : "Il y a moins de passage et de fréquentation, on sent que c'est morose depuis que l'usine a fermé", soupire le patron du bar le Monarque, en face de l'église. Le 11 octobre 2013, la ville a vécu un traumatisme dont elle peine à se remettre : l'emblématique abattoir Gad a fermé ses portes.

Tout avait pourtant bien commencé. En 1956, Louis Gad tue quelques cochons, les découpe et les vend. Peu à peu, la petite entreprise grandit, pour atteindre en 2010, cinquante ans après, 1 250 salariés qui travaillent sur 43 000 m². En 2008, face aux premières difficultés, la famille Gad se sépare de l'abattoir et le vend à la coopérative morbihannaise Cecab, producteur entre autres des légumes D'aucy. En février 2013, l'entreprise est placée en liquidation judiciaire. Huit mois plus tard, elle ferme définitivement ses portes, laissant les 889 salariés sans espoir de reprise.

Nous sommes allés à Lampaul. Nous y avons rencontré le maire de la commune, Jean-Marc Puchois – qui se débat autant qu'il le peut pour être entendu des pouvoirs publics, ne sachant que faire du site –, Léon Caroff, son premier adjoint, et Maryvonne Koulal, adjointe aux affaires sociales. Nous avons vu aussi Olivier Le Bras, l'ancien syndicaliste et héros de la lutte, Joëlle Crenn, autre figure du combat des Gadiens et ancienne ouvrière, et Annie Roué qui, à 55 ans, s'est découvert un sens inné du commerce grâce à son nouvel emploi. Il y a également Christine Peresse, l'une des deux coiffeuses du village à l'écoute attentive et au soutien sans faille. Tous nous ont raconté la vie chez Gad, la mobilisation, la fermeture de l'usine, la fin et la vie d'après.

UNE SUCCESS-STORY

Gad à Lampaul, c'est l'histoire d'une petite charcuterie familiale devenue l'un des plus importants abattoirs bretons. En 2010, Gad compte 2 500 salariés pour un chiffre d'affaires de 700 M€. La grande

époque. Le site de Lampaul, lui, fait travailler 1 250 salariés. On tuait, découpait et préparait 6 000 cochons charcutiers par jour : "Ça carburait. C'était une ville dans la ville. Les gens se garaient sur les côtés de la route quand les parkings étaient pleins", raconte Joëlle Crenn. Obtenir un prêt bancaire était très facile : "Il suffisait de dire qu'on travaillait chez Gad et ça passait", complète Maryvonne Koulal, adjointe aux affaires sociales. Pour celui qui voulait bosser, il y avait du boulot. Considéré comme l'un des meilleurs abattoirs bretons, l'ambiance y était exceptionnelle, dit-on ici. Les ouvriers s'arrêtaient au bar le matin et échangeaient autour d'un petit noir avant d'enchaîner sur la journée de travail à quelques mètres de là. À Lampaul, on se rencontrait chez Gad, on se mariait entre Gad, on travaillait Gad, on vivait Gad. De l'avis de tous, c'était une bonne entreprise. Le fondateur, Louis, décédé cet été, avait la réputation d'être dur mais juste. Un management à l'ancienne, l'époque où un patron connaissait le nom

de ses gars. Le fils René, puis Loïc, son frère, reprennent la suite avant de vendre l'affaire à la Cecab en 2008 pour 220 M€. Un prix trop élevé ? Un an après, les premiers nuages apparaissent. Gad est en partie victime de la concurrence des abattoirs allemands, qui emploient une main-d'œuvre meilleur marché venue de Bulgarie ou de Roumanie.

UN ÉTRANGE PRESSENTIMENT

En février 2013, l'usine est mise en liquidation judiciaire et les inquiétudes commencent à naître. La plupart n'imaginent pas une seconde que l'usine puisse fermer. Mais certains ont vu venir le danger : "Au mois de mai, une psychologue s'est installée dans l'usine. C'est quand même un signe que quelque chose ne va pas", explique Joëlle Crenn. "De 6 000, on est passé à 3 500 porcs par jour. Quelque chose clochait, c'est évident". Bien avant la décision de fermeture en octobre 2013, Joëlle Crenn crée donc l'association Sauvons Lampaul. Un étrange pressentiment la rongait depuis quelque temps. ▶



"ÇA CARBURAIT. C'ÉTAIT UNE VILLE DANS LA VILLE. LES GENS SE GARAIENT SUR LES CÔTÉS DE LA ROUTE QUAND LES PARKINGS ÉTAIENT PLEINS."

JOËLLE CRENN, ANCIENNE OUVRIÈRE

OLIVIER LE BRAS “ON SE PENSAIT INTOUCHABLES”



Olivier Le Bras, 43 ans, est entré chez Gad en avril 1993. “J’y suis entré au service de la découpe.” Un travail difficile mais le salaire est correct et l’ambiance est bon enfant : “Il y avait un lien social et humain qui est vraiment spécifique de Lampaul. Je ne me suis jamais posé la question de savoir si ça fermerait un jour. Je pensais

vraiment faire carrière là-bas. Le comptable nous assurait que tant que les actionnaires gagnaient de l’argent, tout allait bien. Je me suis dit : Mais il n’est pas bien, ce gars-là. Il avait raison pourtant. Avec la liquidation judiciaire du 13 février, j’ai commencé à me dire que le danger était là. On se pensait intouchables, ce n’était plus le cas”. Le 11 octobre, c’est l’avocat qui prévient le syndicaliste par un coup de fil donné du tribunal. “Dans ma vie, je me rappelle exactement du déroulé des journées de la naissance de mes enfants. Je me rappelle aussi très bien ce 11 octobre, je pourrais presque dire ce que j’ai mangé. Je ne me suis pas rasé. Je suis allé déjeuner chez mes parents pour souffler un peu avant de rejoindre les autres à l’usine.” Un site qu’il ne quitte que pour rentrer dormir. “On était comme dans une bulle. Un peu comme le village des Gaulois, les irréductibles. On peut être fier de ce qu’on a fait. J’ai signé l’accord de licenciement le 31 octobre à la préfecture de Quimper. J’ai gardé le stylo. Avec lui, je mettais fin au combat, mais je mettais aussi fin à tout espoir de reprise.”

Après, ça a été le repos et la tristesse. Ce n’est que six mois plus tard qu’Olivier Le Bras se réveille d’une longue torpeur. Il entame une formation pour devenir agent aéroportuaire à Brest. L’usine et le syndicalisme pour lui, c’est fini : “Jamais je ne pourrai retravailler en usine. C’est d’ailleurs ce que j’ai dit à ma conseillère Pôle emploi. Tout, mais pas ça. Et, en tant que syndicaliste, je me suis senti très seul, pas vraiment soutenu”. Et depuis, Olivier Le Bras se pose une question : “Toute ma vie, je me le demanderai : Que s’est-il passé ? Je ne comprendrai jamais. Jusqu’au jour de ma mort”. Il paraît pourtant que les héros ne meurent jamais. ●

“On ne pouvait plus dire qu’on n’était pas en danger”, complète Olivier Le Bras. Entre l’été et le mois d’octobre, la vie de l’usine est rythmée par les rendez-vous au tribunal. “Le 11 octobre, nous étions tous sur le parking quand l’avocat a appelé. On a appris l’impensable : tous les salariés de l’usine sont licenciés et le site va fermer”, raconte Olivier Le Bras. “Je ne sais pas pourquoi, à ce moment-là, j’ai pris des photos face aux gens et j’ai mitraillé. Des gens pleuraient, d’autres riaient de nervosité”, se souvient Joëlle Crenn. S’est alors engagé le combat des Gad, mené par Olivier Le Bras : “On nous proposait le minimum syndical : 5 000 € pour un salarié qui a travaillé vingt ans ici. C’était hors de question. Je suis quelqu’un d’assez tempéré, mais là je me rappelle avoir dit : On va les faire cracher”.

“LA DOUCHE FROIDE”

Tout le village s’est mobilisé. Durant un mois et demi, les salariés ont fait le piquet de grève sur le parking. Le boulanger apportait des baguettes, les habitants, de la nourriture, du réconfort : “C’est fou ce qui s’est passé ici, c’est beau”, se souvient Joëlle Crenn. Après de longues semaines de négociation, les syndicats ont obtenu le triplement des indemnités. “On aurait pu avoir plus, moi je pouvais continuer, mais les salariés étaient très fatigués, usés. Il fallait que ça s’arrête”, raconte Olivier Le Bras. La guerre d’usure aura eu raison des Gad. Le 28 octobre, le syndicaliste FO signe l’accord de licenciement. “Ça a été la douche froide”, dit Christine Peresse, la coiffeuse. “C’est dégoûtant ce qui s’est passé. Un vrai gâchis.” Christine, comme tous les commerçants du village, s’est aussi battue pour les salariés. Elle se levait un peu plus tôt le matin pour aller apporter des pains au chocolat à ceux qui passaient la nuit sur place. Aujourd’hui encore, les Gad prennent soin les uns des autres. Sur le groupe Facebook Sauvons l’entreprise Gad, on peut voir des offres d’emploi, des bons plans pour de menus travaux. Tous n’ont pas retrouvé du travail. Pour ceux qui ont eu cette chance, c’est une nouvelle vie qui commence. Annie Roué a 50 ans. Après son licenciement, elle a retrouvé presque immédiatement du travail dans un magasin de surgelés : Ecomiam, à Brest. “Ma sœur m’a

aidée à préparer un entretien. Je n’avais jamais fait ça de ma vie. Il m’arrive de remplacer la responsable du magasin. Je pensais faire ma vie à l’usine, jamais je n’aurais cru avoir le sens du commerce”, sourit-elle. Joëlle Crenn, elle, est revenue à ses premiers amours, la restauration. Elle a ouvert l’an dernier un restaurant à Bodilis : L’Hermine. Si elle souffre toujours de ce qui s’est passé chez Gad, elle a décidé de rebondir vite. Veuve depuis l’âge de 22 ans, la vie ne lui a pas fait de cadeaux et lui a appris qu’il ne fallait rien en attendre et qu’il fallait prendre.

DES DOMMAGES SANS PRÉCÉDENT

Mais, pour d’autres, c’est plus difficile. En un an, le chômage a augmenté de 10 % dans le pays de Morlaix. “141 ex-Gad ont trouvé un CDI et 128, un CDD supérieur à six mois”, explique Mickaël Quernez, président de la commission Insertion et économie au sein du conseil départemental du Finistère. Près de 300 d’entre eux seraient en situation non identifiée, c’est-à-dire sans emploi, sans formation et sans projet. “C’est difficile pour certains. On leur propose des emplois parfois à plus de soixante kilomètres de leur domicile”, explique Michaël Quernez. “Certains postes étaient assez monotâches. Ils sont très bons dans ce qu’ils font. C’est presque chirurgical. Mais dès qu’on leur demande de s’atteler à quelque chose de nouveau, c’est difficile pour eux”, estime Olivier Le Bras. Sur 889 salariés, 359 sont en situation pérenne, c’est-à-dire en CDI, CDD ou en formation qualifiante, essentiellement dans des maisons de retraite, des coopératives agricoles ou des collectivités. De nouveaux chiffres devraient être publiés en novembre mais “sincèrement, il n’y en a pas beaucoup plus”, souligne Olivier Le Bras. Les ex-Gad qui n’ont pas retrouvé d’emploi toucheront le RSA dès le 28 novembre.

“Certains ne réalisent pas, je crois. Pour le moment, ils ont le chômage. C’est juste mais c’est viable. Mais ensuite... je crois que le pire est à venir”, soupire Maryvonne Koulal. Le drame économique et humain va laisser la place au tsunami social. “C’est le retrait de la vague. La vraie catastrophe, c’est pour bientôt”, explique Olivier Le Bras. Et puis, il y a les dommages collatéraux, ceux dont on ne parle pas dans

les analyses exclusivement centrées sur les chiffres : du stress, des disputes et des relations de couple qui s’enlisent. “Une de mes clientes se confiait beaucoup à moi parce que son mari n’en pouvait plus d’entendre parler de Gad”, explique Christine Peresse. On parle ici de cinq suicides et d’une trentaine de divorces depuis la fermeture. Évidemment, on ne peut pas établir de lien de cause à effet direct, “mais ça a un rapport, c’est évident”, souligne Maryvonne Koulal.

“MÉPRIS DU MONDE OUVRIER”

Et puis, le sentiment qui transparaît, c’est aussi un certain mépris ressenti par tous et difficile à digérer. “Jamais les dirigeants de la Cecab ne sont venus nous rendre visite, ne sont descendus

pour nous expliquer ce qu’il se passait”, raconte Joëlle Crenn. Idem pour Olivier Le Bras qui se rappelle cette phrase mesquine et méprisante d’un directeur des ressources humaines, parisien, spécialiste des plans sociaux : “Je ne suis pas là pour donner de l’argent, je préfère des mesures d’accompagnement. Sinon, ils vont aller s’acheter des voitures neuves”. Une phrase qui a littéralement coupé le souffle du syndicaliste. Le sentiment d’un grand gâchis aussi. “L’usine ne perdait pas d’argent. On entendait dire partout qu’il y avait un abattoir de trop en Bretagne, mais c’est faux. La production baisse un peu, certes. Mais c’est une question de valeur ajoutée surtout. C’est parce qu’on n’est plus assez compétitifs par ▶



“DES USINES ABANDONNÉES COMME
ÇA, IL Y EN A PARTOUT DANS LE NORD.
TRENTE ANS PLUS TARD, ELLES SONT
TOUJOURS DEBOUT ET À L’ABANDON. ON
N’EST PAS HABITUÉ À VOIR ÇA ICI.”

JEAN-MARC PUCHOIS (À GAUCHE), MAIRE,
AVEC LÉON CAROFF, PREMIER ADJOINT

GWENEGAN BUI DÉPUTÉ DU FINISTÈRE



“NOUS SOMMES FACE À UN BIG BANG”

On compte aujourd'hui quatorze abattoirs en Bretagne, toutes viandes confondues (volaille, bœuf et porc). Avec l'agriculture, l'agroalimentaire représente un tiers des emplois. Mais, depuis 2011, le secteur subit de plein fouet la crise économique, et les vagues de licenciements s'accroissent : “Ce sujet est un véritable serpent de mer depuis le début de la crise. Tant que les abatteurs ne se réuniront pas autour d'une table, on n'y arrivera pas. Le problème, c'est l'absence de solidarité entre les acteurs de l'agroalimentaire”, explique Gwenegan Bui. “Nous sommes face à un véritable big bang”, estime-t-il. Il se murmure à Lampaul que La Lampaulaise de Salaisons (ex-Jean Caby) prévoit de licencier 76 personnes sur 680 salariés. Un chiffre non confirmé pour le moment : “Il va y avoir une vague de licenciements, c'est certain, mais on ne peut pas dire combien encore”, conclut Gwenegan Bui. De plans sociaux en fermetures d'usine, le secteur agroalimentaire breton, après les années fastes, est en danger. ●



“L'ACCORD DE LICENCIEMENT, ÇA A ÉTÉ LA DOUCHE FROIDE. C'EST DÉGOÛTANT CE QUI S'EST PASSÉ. UN VRAI GÂCHIS.”

CHRISTINE PERESSE, COIFFEUSE À LAMPAUL

rapport aux Danois ou aux Allemands, c'est la seule raison. On avait un outil de travail au top. Pourquoi nous ?”, soupire Olivier Le Bras.

GAD, À LA VIE, À LA MORT

Toutes les personnes rencontrées se considèrent toujours comme des Gad, “ces historiques salariés de Lampaul qui ont mené un combat digne et exemplaire”, selon Olivier Le Bras qui leur a rendu hommage dans un livre, *Le Visage des Gad*, aux éditions Locus Solus. Maintenant, il faudrait tourner la page. Mais, à Lampaul, il en est un qui, définitivement, ne s'y résout pas. C'est le maire. Il continue d'écrire encore et encore au gouvernement et aux autorités compétentes pour demander ce qu'il va advenir du site, 43 000 m², pollué et

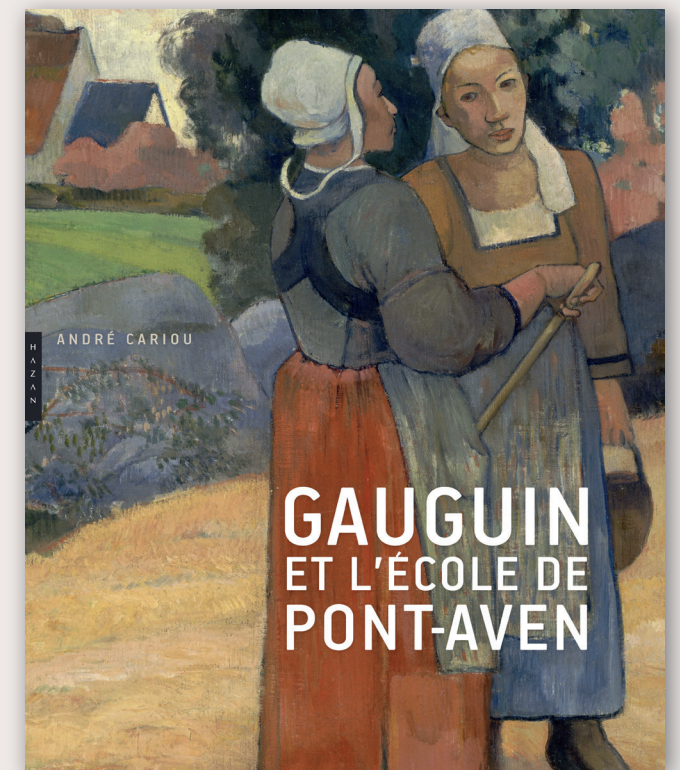
laissé à l'abandon. Ce Ch'ti, fils d'un ouvrier tuyauteur d'une usine chimique près de Lille, en a mal au cœur dès qu'il passe devant : “Des usines abandonnées comme ça, il y en a partout dans le Nord. Trente ans plus tard, elles sont toujours debout et à l'abandon, comme celle de mon père. On n'est pas habitué à voir ça ici”. En cette fin de journée à Lampaul, le gardien de l'usine est parti. Il reviendra demain et tous les jours encore pendant un mois. En haut de la butte, quand on vient de Saint-Thégonnec, on aperçoit le village et son usine qui occupe la moitié de la vue. Une grande tache blanche qui reste intimement liée aux Lampaulais et aux Gad. Cette grande tache blanche, “il faudrait la détruire”, dit le maire. Et enfin tourner la page, pour de bon cette fois. ●



EN BRETAGNE, IL FAIT BEAU
PLUSIEURS FOIS PAR JOUR !

Le reste du temps, mettez
votre coupe-vent *Bretons*...

En cadeau avec l'abonnement, rendez-vous page 54 !
Ou en vente sur www.bretons-mag.com



LE LIVRE DE RÉFÉRENCE

André Cariou,
éditions Hazan, 296 p., 59 €.

VOUS AIMEZ *BRETONS* ?
Vous allez adorer nos hors-série !

Abonnez-vous !
4 numéros par an : 20 € au lieu de 23,60 €

En remplissant ce bulletin ou sur www.bretons-mag.com

Bulletin d'abonnement à découper et à envoyer aux Éditions Blanc et Noir - 2, place de la République - BP 43950 - 56039 Vannes Cedex - 02 97 47 22 30

Je souhaite recevoir les quatre prochains hors-série de *Bretons* (un par trimestre), et je joins un chèque de 20 €

Nom Prénom

Adresse

CP Ville Pays

Tél. E-mail

Chèque à l'ordre des Éditions Blanc et Noir

☐ à partir du n°25
(100 % FOOT BRETON)

☐ à partir du suivant

